

Janvier | Février 2022

A LA UNE !



Fiona Lazaar, présidente du CNLE et Emmanuelle Wargon, ministre chargée du logement.

La première réunion plénière de l'année, du Conseil nationale des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) a eu lieu au Ministère des solidarités et de la santé dans l'amphithâtre Pierre Laroque, jeudi 24 février 2022. *Fiona Lazaar*, présidente du CNLE a ouvert la séance de la réunion plénière, suivie de l'intervention d'*Emmanuelle Wargon*, ministre chargée du logement. *Delphine Baudet-Collinet* de l'Union sociale pour l'habitat (USH), présidente du groupe de travail logement et *Yasmina Younes*, membre du 5ème collège, rapporteur ont présenté le projet d'avis sur le logement. A la suite de cette présentation *Christine Olm*, directrice du bureau d'études Vizget a exposé les résultats semi-définitifs de l'étude de faisabilité du baromètre de suivi qualitatif de la pauvreté. Après des échanges nombreux et fructueux tout au long de cette séance, la réunion plénière fut clôturée par *Fiona Lazaar*, présidente du CNLE.



[Congrès de la Fédération des acteurs de la solidarité \(FAS\) 2022](#)

Et si, à quatre mois des élections présidentielles, on parlait de la pauvreté, des moyens de sortir de cette réalité que vivent encore plus de 10 millions de personnes en France. C'est la vocation du Congrès national de la Fédération des acteurs de la solidarité qui s'articule en deux temps : avec une allocution du Président de la République, Emmanuel Macron qui est revenu sur la création du *Revenu universel d'activité*, en affirmant vouloir « avancer jusqu'au bout de cette voie » des interventions des acteurs de la lutte contre la pauvreté et l'audition des candidat(e)s à l'élection présidentielle les 6 et 7 janvier 2022 avec des tables rondes et des ateliers pour partager les bonnes pratiques du réseau FAS et trouver ensemble de nouvelles solutions pour lutter contre la pauvreté. Intitulé *La pauvreté n'est pas une fatalité*, un cahier spécial consacré à la pauvreté et ses principales causes, notamment le chômage et les difficultés d'insertion pour certaines populations est publié à cette occasion par la Revue Alternatives Économiques. FAS. Communiqué.

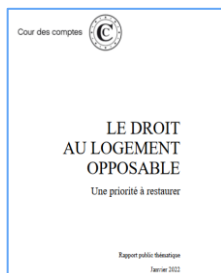


[27e rapport sur l'état du mal-logement en France 2022](#)

À moins de trois mois de l'élection présidentielle, la Fondation Abbé Pierre publie son 27e rapport annuel sur « L'Etat du mal-logement en France ». Alors que le pays est encore en proie à une grave crise sanitaire, ce rapport en dessine un portrait marqué par la précarisation de couches entières de la population, avec des conséquences visibles sur le mal-logement.

ÉTUDES, RAPPORTS, ANALYSES, NOTES...

LOGEMENT



[Le droit au logement opposable \(Dalo\)](#)

Instauré par la loi du 5 mars 2007, le droit au logement opposable (Dalo) constitue pour les requérants un recours ultime face à des difficultés graves de logement. Il vise à confier à l'État l'obligation de loger ou de reloger de façon prioritaire et urgente les ménages qui y sont reconnus éligibles. Si l'État est seul débiteur de ce droit, les collectivités territoriales, les bailleurs sociaux et Action Logement ont l'obligation de contribuer à l'effort de relogement.

Cour des comptes. [Rapport](#).



[Logement : les priorités pour 2022-2027](#)

Dans cette note La fondation Terra Nova revient sur l'évolution des politiques du logement ces dernières années, et l'implication croissante des collectivités territoriales sur le sujet. Selon elle, les futurs candidats à l'élection présidentielle doivent proposer des politiques plus territorialisées. Une analyse des enjeux de cette politique et de ses évolutions souhaitables.

Fondation Terra Nova. [Étude](#).



[Quelles réponses apporter au logement des "travailleurs essentiels" ?](#)

La crise sanitaire a ouvert un débat sur la nécessité d'élaborer des politiques spécifiques en faveur des « travailleurs clés » ou « essentiels », des actifs souvent dotés d'un pouvoir d'achat limité alors qu'ils occupent des postes essentiels au fonctionnement des territoires et à la cohésion sociale.

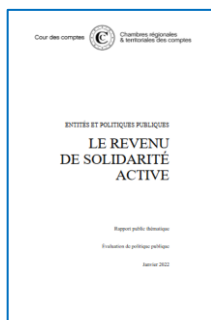
Plan Urbanisme Construction Architecture. [Webinaire](#).



[Nuit de la Solidarité 2022 : 2600 personnes sans abri recensées](#)

La 5^e édition de la Nuit de la Solidarité a eu lieu la nuit du 20 au 21 janvier 2022. Cette opération a rassemblé plus de 2 000 volontaires parisiennes et parisiens bénévoles, professionnels de l'action sociale et une cinquantaine d'associations. Plus de 350 équipes ont sillonné les rues de Paris pour aller à la rencontre des personnes sans abri. 2600 personnes sans solution d'hébergement ont été décomptées dans la nuit du 20 au 21 janvier 2022 par les 350 équipes déployées à Paris et les partenaires de la Ville. Mairie de Paris. Communiqué.

MINIMA SOCIAUX



[Le revenu de solidarité active \(RSA\)](#)

Principal instrument de lutte contre la pauvreté, le revenu de solidarité active (RSA) est aujourd'hui attribué à plus de deux millions de foyers pour une dépense annuelle de 15 milliards d'euros, la crise sanitaire ayant accru les risques de précarité. Le rapport publié ce jour évalue les résultats de ce dispositif jamais évalué dans sa globalité depuis 2011, malgré la hausse continue du nombre de ses bénéficiaires et son importance en termes sociaux et financiers. Réalisée en s'appuyant sur de nombreuses bases de données, cette évaluation ambitieuse identifie les succès du RSA, tels que la protection contre la grande pauvreté, et propose trois grandes orientations pour remédier aux faiblesses du dispositif.

Cour des comptes. [Rapport](#).



Réforme du RSA : l'impossible fusion des minima sociaux

Fabrice Lengart, auteur du rapport sur le revenu universel d'activité (RUA) et directeur de la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (Drees) qui doit bientôt remettre à Jean Castex les conclusions de ses travaux, en a dévoilé les grandes lignes devant la [Commission des affaires sociales du Sénat](#), mercredi 5 janvier 2022. Estimant que le système actuel, une quinzaine d'allocations est illisible, il juge nécessaire de l'unifier, en harmonisant les barèmes. Commission des affaires sociales du Sénat. Compte rendu audition.



Mesurer régulièrement le non-recours au RSA et à la prime d'activité : méthode et résultats

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) propose dans sa collection des Dossiers de la DREES une [méthode d'estimation](#) régulière du non-recours au revenu de solidarité active (RSA), en s'appuyant sur la richesse des informations contenues dans l'enquête annuelle sur les revenus fiscaux et sociaux de l'Insee (ERFS), représentative de la population résidant en France métropolitaine dans un logement ordinaire, et sur la microsimulation de la législation sociale à partir du modèle Ines.

C. Hannafi, R.Le Gall, L.Omalek, C.Marc. Les dossiers de la DREES n°92.



Soutenir les jeunes adultes

Une limite d'âge à 25 ans existe en France pour accéder au Revenu de solidarité active (RSA) et c'est une situation quasi-unique en Europe, elle est aussi paradoxalement celle qui est privée de la principale prestation de lutte contre la pauvreté. Dans cette note, l'auteur présente quatre enjeux spécifiques liés au soutien des jeunes adultes, en prenant systématiquement pour contrepoint le cas du Danemark, pour déboucher sur quatre propositions de réforme.

Tom Chevalier. Terra Nova. Note.

SANTÉ



La santé des enfants, une politique à refonder pour réduire les inégalités sociales et territoriales de santé

La Commission des affaires sociales a auditionné le 9 février 2022, Denis Morin, président de la sixième chambre de la Cour des comptes, et François de La Guéronnière, président de section, sur le rapport de la Cour des comptes *La santé des enfants, une politique à refonder pour réduire les inégalités sociales et territoriales de santé*, communiqué à la Commission des affaires sociales en application des dispositions de l'article L.O. 132 3 1 du code des juridictions financières.

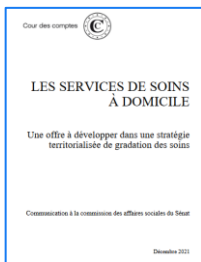
Assemblée nationale - Commission des affaires sociales. [Voir la vidéo](#)



INÉGALITÉS SOCIALES DE SANTÉ

Aujourd'hui en France, l'espérance de vie des hommes les plus riches est supérieure de près de 13 ans à celle des hommes les plus pauvres. Cet écart inquiétant est représentatif d'un problème sous-estimé par les pouvoirs publics, celui des inégalités sociales de santé (ISS).

Commission nationale consultative des droits de l'homme. Avis. n°A2022-1.



Les services de soins à domicile

Selon l'Insee, 20% de la population avait 75 ans ou plus en 2019. Le développement d'une société plus inclusive exige une même évolution de l'offre faite aux personnes en situation de handicap. Le présent rapport s'intéresse à quatre catégories de services : les services de soins infirmiers à domicile (Ssiad), les services polyvalents d'aide et de soins à domicile (Spasad), les services d'éducation spéciale et de soins à domicile (Sessad), et les services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (Samsah). Cour des comptes. Rapport.



Accès aux soins dans les territoires défavorisés

Accès aux soins dans les territoires défavorisés : 26 structures vont préfigurer le modèle de la « santé participative » dès le 1er mars 2022. En allant-vers les usagers, en mettant en place des espaces de parole, des actions de médiation en santé, avec des services d'interprétariat professionnel, ces structures apportent un accompagnement à la fois médical, psychologique et social aux habitants, en les rendant acteurs de leur santé.

Délégation interministérielle de prévention et de lutte contre la pauvreté. Communiqué.



Accompagné de l'Avis du CNLE, le Rapport relatif à la complémentaire santé solidaire (CSS) a été remis au Parlement pour l'année 2021

Le Rapport relatif à la complémentaire santé solidaire (CSS) a été remis au Parlement pour l'année 2021, accompagné de l'Avis du CNLE. Chaque année, le ministre chargé de la sécurité sociale transmet un rapport sur la complémentaire santé solidaire au Parlement après saisie du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) pour avis. Ce rapport a vocation à apprécier le suivi de la mise en œuvre de la réforme de la complémentaire santé solidaire (CSS) depuis son entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2019. Rapport.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ



Lutte contre l'exclusion, beaucoup de déclarations, combien de résultats ?

À cinquante jours du premier tour de l'élection présidentielle, quel bilan du quinquennat en matière de lutte contre la pauvreté? Isabelle Bouyer, déléguée nationale d'ATD Quart Monde, Fabrice Lenglard, directeur de la Drees, et le sociologue Nicolas Duvoux, président du Comité scientifique du CNLE ont été invités à débattre de cinq ans de politiques de lutte contre l'exclusion, le 10 février, par l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis).



De gauche à droite : Isabelle Bouyer, Fabrice Lenglard, Sophie Massieu (de l'Ajis) et Nicolas Duvoux.

© Syndheb-DR

INÉGALITÉ



Portrait(s) de France(s) : Campagnes en tension

Entre homogénéisation des modes de vie et spécificité des territoires vécus, des enjeux politiques prennent forme et des mouvements, à l'image de celui des « gilets jaunes », témoignent d'une fracture latente entre une France des villes et une France des champs. Les inégalités d'accès au marché du travail et aux services publics, le vivre ensemble et le partage du territoire : autant de sujets qu'il faudra aborder les mois prochains dans la campagne présidentielle au risque de laisser un tiers des Français sur le bord de la route.

Amaël André. The Conversation. Articles inédits, cartographies et podcasts.

PERSONNES AGÉES



La prise en charge médicale des personnes âgées en Ehpad

L'enquête présentée par la Cour des comptes le 23 février 2022 trouve sa place à la fois dans une actualité brûlante et, à ce titre, elle constitue la première étape du travail de la commission d'enquête, et dans une démarche plus large, entamée depuis plusieurs années par la commission.

Sénat-Commission des affaires sociales. Rapport N° 536.



Audition du Président directeur général et du directeur général du groupe Orpéa France

Commission des affaires sociales Audition de Philippe Charrier, président-directeur général du groupe Orpéa et de Jean-Christophe Romersi, directeur général d'Orpéa France Commission des affaires sociales

Portail vidéo de l'Assemblée nationale. [Voir la vidéo.](#)



Situation dans certains établissements du groupe ORPEA: suite des auditions

La commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale poursuit ses auditions sur la situation dans certains établissements du groupe ORPEA. Du mardi 22 au mercredi 23 février, la commission des affaires sociales a organisé des auditions sur la situation dans certains établissements du groupe Orpéa.

'Assemblée nationale l'Assemblée nationale

[Lien vers le portail vidéo](#) de l'Assemblée nationale



Affaire Orpéa : les contrôles menés en Ile-de-France dans les établissements médico-sociaux du groupe

Suite à l'audition du 9 février 2022 de la directrice générale de l'Agence par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, l'ARS Île-de-France publie un récapitulatif sur les principales actions de contrôle menées auprès du groupe Orpéa.



Financiariser le grand âge

Le rapport *Financiariser le grand âge* alerte sur les risques posés par la financiarisation croissante de nos systèmes de santé, en prenant le cas du secteur des maisons de retraite à but lucratif. A partir d'études de cas en France, Allemagne et Royaume-Uni, l'étude présente les techniques financières utilisées par ces investisseurs pour maximiser la rentabilité à court terme, ainsi qu'aux conséquences sur le modèle économique, les conditions de travail et la qualité des soins de ces établissements.

C. Metz. J. Hallak. M. Wolf. T. Bourgeron. Rapport.

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE



Réveiller les consciences

Le 10 novembre dernier, dix neuf organismes lançaient la 1ère journée nationale de lutte contre la précarité énergétique, dénonçant la double peine des personnes mal logées vivant dans des conditions d'un autre âge. Aujourd'hui, la France compte 12 millions de personnes victimes de précarité énergétique et parmi elles, bon nombre ne se chauffe même plus. En 2020, 280 000 coupures d'électricité ont eu lieu, impactant la santé, la sécurité et la vie des ménages en difficulté.

Fondation Abbé Pierre. Revue *Et les autres* n°114.

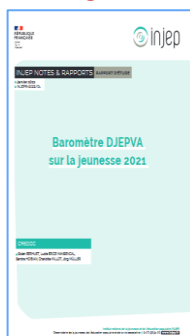
NUMÉRIQUE



Numérique : emploi et handicap

Près de 800 000 salariés travaillent dans le secteur du numérique, soit 3 % des actifs occupés en France. Outre les opportunités d'emploi, le numérique offre de nombreuses possibilités en matière d'accès à l'information et pour développer les échanges. Pour les personnes en situation de handicap, cela ouvre la voie à de nouvelles solutions pour compenser le handicap, gagner en autonomie dans la vie quotidienne et dans l'emploi. Pour autant, il est impératif de veiller à l'accessibilité de ces technologies et services afin qu'ils soient inclusifs et ne génèrent pas de nouvelles fractures. Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées. (Agefiph). Étude.

BAROMÈTRE



Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2021

Ce rapport présente les résultats de la sixième vague du baromètre de La direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) sur la jeunesse. Il propose notamment une analyse des réponses en fonction des caractéristiques sociodémographiques des 4.644 jeunes âgés de 18 à 30 ans enquêtés. Plusieurs thèmes ont été abordés dans cette sixième vague : les aspirations ; l'accès aux droits sociaux ; la mobilité quotidienne ; les projets d'avenir et l'emploi ; l'engagement citoyen ; l'expérience d'inégalités et de discriminations ; la mobilité et l'expérience internationale (questions posées uniquement aux jeunes métropolitains). Solen Berhuet. DJEPVA. Rapport d'étude n° 2022/01.

DIMENSION TERRITORIALE



Entre ville et campagne, les parcours des enfants qui grandissent en zone rurale

Au 1^{er} janvier 2018, 17,7 millions d'enfants, adolescents et jeunes adultes de 3 à 24 ans vivent en France. Parmi eux, 30 % vivent en milieu rural. À la majorité, 20 % des jeunes ruraux partent s'installer en ville, principalement pour poursuivre leurs études. Les jeunes ruraux grandissent moins souvent en famille monoparentale que les jeunes urbains et ils vivent dans des logements plus spacieux. Entre 16 et 24 ans, les jeunes ruraux suivent plus souvent des formations en apprentissage que les jeunes vivant en milieu urbain.

Chantal Brutel. Insee Première n° 1888. Analyse.



Réduire les inégalités entre Mayotte et les autres régions françaises : quel niveau de dépenses publiques ?

La situation économique et sociale à Mayotte présente, à tous points de vue, une situation très dégradée par rapport aux autres régions françaises. Les besoins pour rattraper les retards et des décennies de délaissement, ou même seulement pour garantir des droits équivalents en comparaison des habitants des autres régions, sont très importants.

Antoine Math. Institut de Recherches Economiques et Sociales. Eclairages n° 22. Note.



Services aux publics et territoires : évolution ou révolution ?

La demande en services publics comme la réponse apportée par les acteurs publics a connu de profondes transformations au cours des dernières décennies. Au nombre de ses causes, l'irruption d'internet et du numérique compte sûrement parmi les plus importantes. Mais d'autres phénomènes ont contribué à cette évolution. Le vieillissement de la population, l'urbanisation croissante et son corollaire : l'affaiblissement démographique des espaces ruraux donnant une importance primordiale à la santé, ont imposé une révision en profondeur de l'offre des services publics sur les territoires.

Le Cercle pour l'Aménagement du Territoire. Compte-Rendu.



La départementalisation vue d'en bas : figures de la pauvreté et de l'exclusion à Mayotte

Le 31 mars 2011, l'île de Mayotte accédait au statut de département français d'Outre-mer (DOM). Quel est le visage de la société, de la pauvreté dix ans après ? Nicolas Roinsard, sociologue au Laboratoire d'études sociologiques sur la construction et la reproduction sociales (LESCORES) à l'Université Clermont Auvergne, se propose d'analyser une décennie de développement économique à Mayotte, ses retombées sur les modes de vie mahoraises tout en révélant les zones de fractures sociales. Cet article s'appuie sur une série d'enquêtes ethnographiques menées à Mayotte entre 2013 et 2020.

DIMENSION INTERNATIONALE



Revenu universel et développement

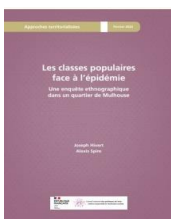
Le revenu de base universel (RBU) a été l'objet de nombreux débats politiques, notamment en France, et plus largement en Europe. Il suscite un regain d'intérêt en tant que réponse politique potentielle à la pauvreté systémique, à l'augmentation des inégalités, ainsi qu'aux nouveaux défis liés à l'évolution technologique et à la restructuration de l'économie mondiale. Au-delà de ces discussions, des expérimentations ont été tentées. C'est aux effets de ces expérimentations sur le développement que s'intéresse cette contribution.

Zeghni, Sylvain. Ouvrage. 2021/4 n° 196.

PUBLICATIONS DU CNLE

Deux nouvelles collections d'études au CNLE !

À la suite de la publication en Mai 2021 d'un rapport au Premier ministre *La pauvreté démultipliée - Dimensions, processus et réponses - Printemps 2020* contribuant à l'amélioration de la connaissance qualitative de l'évolution de la pauvreté dans le contexte de la crise sanitaire, le **Comité scientifique du CNLE** a souhaité continuer à rendre compte des travaux permettant d'éclairer les effets et les enjeux de la crise sanitaire pour l'analyse de la société et de l'action sociale. Deux monographies inaugurent ces deux nouvelles collections d'études : *Le travail social dans la crise sanitaire et Approches territorialisées*.



Les classes populaires face à l'épidémie

Le texte de Joseph Hivert et Alexis Spire, respectivement post-doctorant et directeur de recherche au CNRS éclaire de manière inédite le rapport des populations vulnérables aux institutions à travers une enquête réalisée dans un quartier de la politique de la ville de Mulhouse, dans la région Grand Est qui fût l'épicentre de la première vague de la Covid-19.



[Solidarités associatives en temps de confinement Covid-19. Retours sur le dispositif Croix-Rouge Chez Vous au printemps 2020](#)

En restituant de manière très détaillée le déploiement local de l'action *Croix-Rouge Chez Vous au Printemps 2020*, les sociologues Isabelle Parizot, François-Xavier Schweyer et Laure Hadj illustrent la dynamique *d'aller-vers*, très prégnante dans les évolutions récentes du travail et de l'intervention sociales, dynamique que la crise sanitaire a illustré et renforcé. Les dimensions structurantes de l'application locale de cette action sont au cœur de l'attention des chercheurs.

AGENDA DU CNLE

Calendrier prévisionnel des réunions du CNLE en 2022

Réunions plénières du Conseil du CNLE

Jeudi 9 juin - 9h30 à 12h30
Jeudi 15 septembre - 9h30 à 12h30
Jeudi 1er décembre - 9h30 à 12h30

Réunions plénières du Comité scientifique du CNLE

Jeudi 17 mars - 14h à 17h30
Jeudi 19 mai - 14h à 17h30
Jeudi 04 juillet - 14h à 17h30

Réunions du Comité de pilotage

« *Impact social de la transition écologique* »

Jeudi 10 mars - 14h30 à 17h30
Jeudi 14 avril - 14h30 à 17h30
Jeudi 12 mai - 14h30 à 17h30

EN BREF

- **Ce qui change au 1^{er} janvier 2022, sur les sites internet du :**

[Ministère du Travail, de l'emploi et de l'insertion](#)
[Ministère de la Cohésion des territoires](#)
[Ministère des Solidarités et de la Santé](#)

- **Le contrat d'engagement républicain** des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat est entré en vigueur au 1er janvier 2022. [Consulter le décret.](#)

- **La loi de financement de la sécurité sociale pour 2022** est parue au Journal officiel le 24 décembre 2021. Dans les dispositifs concernant le social et le médico-social, il est à noter : l'attribution de la complémentaire santé solidaire (CSS), qui devient automatique pour les bénéficiaires du RSA et les équipes mobiles médico-sociales, ...

- **Métiers du champ social et médico-social**

Le Premier ministre a chargé Jean-Philippe Vinquant et Benjamin Ferras, membres de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), de préparer l'organisation de la Conférence des métiers et de l'accompagnement social et médico-social, annoncée en novembre dernier. [Communiqué](#)

- **Le Fonds pour le développement de la vie associative (FDVA)** | L'appel à projet qui s'adresse aux associations nationale et les appels à projets régionaux sont relayés sur le site internet [associations.gouv.fr](#)

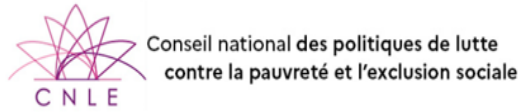
- **Évaluation de la stratégie pauvreté** | Le comité d'évaluation de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, piloté par France Stratégie lance un appel à projets de recherche, pour approfondir la connaissance sur les besoins des familles en situation de pauvreté, en matière de modes d'accueils et de parentalité, en partant des besoins des familles. [En savoir plus.](#)

- **Programme EMILE** | Un appel à manifestation d'intérêt pour identifier de nouveaux territoires volontaires pour accueillir des personnes en mobilité résidentielle, répondant aux besoins en emploi des acteurs économiques dudit territoire. En savoir plus, sur le [site du programme.](#)

- **Audition de Brigitte Bourguignon, ministre déléguée, chargée de l'autonomie**

Mardi 8 mars à 21h30, la commission des affaires sociales auditionne Brigitte Bourguignon, ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie. [Voir la vidéo](#)

A propos du CNLE



Organe rattaché au Premier ministre, présidé par Mme Fiona Lazaar, Députée du Val-d'Oise, le [Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale](#) (CNLE) a un rôle de conseil du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Il est composé de 5 collèges regroupant 64 membres (représentants des assemblées parlementaires et collectivités territoriales, associations et acteurs de la société civile, représentants du monde du travail, ainsi que 32 personnes en situation de pauvreté) et d'invités permanents.

Lieu de dialogue permanent entre tous les acteurs concernés par ces politiques publiques, le CNLE s'appuie sur l'expertise de son comité scientifique, issu du [regroupement](#) de l'Observatoire national de la pauvreté et l'exclusion sociale et du CNLE officialisé par le décret le [décret n°2019-1379 du 18 décembre 2019](#). Instance permanente du CNLE, il a été installé officiellement le 1^{er} octobre 2020 et est présidé par Nicolas Duvoux. Ses missions d'analyse et d'observation sociale doivent contribuer, en lien étroit avec l'ensemble des collèges du CNLE, à une meilleure connaissance de la pauvreté et de l'exclusion sociale en France et à la définition de politiques publiques plus ambitieuses et efficaces.

La newsletter du CNLE

La newsletter du CNLE est un outil d'information interne destiné aux membres du Conseil et du Comité scientifique. Ce nouveau rendez-vous vise à apporter des informations utiles sur l'actualité de nos travaux, sur nos prochains rendez-vous, ainsi que des éléments d'analyse et d'actualité (publications, rapports, articles de presse...). Nous restons à l'écoute de vos commentaires et suggestions afin que cette newsletter soit aussi utile que possible.

Retrouvez nous sur le site Internet du CNLE : www.cnle.gouv.fr



Twitter



LinkedIn

Contact : fatima.guemiah@social.gouv.fr

Tél : 01 40 56 81 73 - 06 62 04 42 24